

### RÉPARTITION DU DOLLAR ALIMENTAIRE AU QUÉBEC EN 2019

En 2019, les consommateurs au Québec (ménages, touristes, etc.) ont dépensé 52,1 milliards de dollars (G\$) en produits et en services alimentaires. Cette somme a servi à payer des importations agricoles et non agricoles ainsi qu'à rémunérer des facteurs de production québécois. Par exemple, pour chaque tranche de 100 \$ de dépenses de consommation finale en alimentation, 60,4 \$ ont servi à rémunérer principalement des travailleurs et à rétribuer des entreprises du Québec.

Ce numéro de *BioClips* montre la façon dont la valeur de la demande alimentaire est distribuée en amont, à travers les secteurs économiques qui font partie de la chaîne alimentaire. Les résultats présentés ont été estimés à partir de simulations réalisées avec le modèle intersectoriel du Québec.

#### LE DOLLAR ALIMENTAIRE, C'EST QUOI?

Le dollar alimentaire représente la façon dont la demande alimentaire paie les importations et rémunère les facteurs de production, notamment le travail que les travailleurs et les entrepreneurs du Québec effectuent dans leurs activités de production ainsi que le capital utilisé pour ces activités.

En 2019, la demande alimentaire au Québec était évaluée à 52,1 G\$. Elle correspond à l'ensemble des achats de produits et de services alimentaires réalisés dans la province par les ménages québécois et les visiteurs. À titre d'information, le commerce de détail alimentaire (circuits courts compris) représente 64 % de la valeur totale de la demande alimentaire, tandis que les services alimentaires du réseau de l'hôtellerie, de la restauration et des établissements institutionnels privés et publics (HRI) comptent pour 36 % du total.

Tableau 1. Répartition de la demande alimentaire au Québec en 2019

Commerces de détail alimentaires	Magasins d'alimentation	25,8 G\$	49 %
	Autres magasins et circuits de commercialisation	7,7 G\$	15 %
Services alimentaires	Restauration commerciale	14,9 G\$	29 %
	Restauration non commerciale	3,7 G\$	7 %
Total de la demande alimentaire au Québec		52,1 G\$	100 %

Sources : Statistique Canada, Restaurants Canada et fsSTRATEGY; compilation et estimations du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ).

Pour réaliser ces ventes, le commerce de détail et le réseau HRI s'approvisionnent notamment en produits bioalimentaires, pour un total de 24,7 G\$. Ces achats sont effectués, d'une part, auprès des fournisseurs québécois pour une valeur de 12,9 G\$. Cette somme représente 52,3 % du total et inclut les achats chez des agriculteurs et des pêcheurs (0,9 G\$) ainsi que chez des transformateurs d'aliments et de boissons (12,0 G\$). D'autre part, la valeur de l'approvisionnement sur les marchés interprovincial et international atteint 11,8 G\$, ce qui équivaut à 47,7 % des achats de produits alimentaires. Notons que les fournisseurs québécois des détaillants et des services alimentaires peuvent aussi acheter des intrants provenant du Québec ou de l'extérieur de la province.

Il est essentiel de faire la distinction entre l'origine des intrants agricoles et celle des intrants non agricoles parmi les produits alimentaires achetés par les consommateurs d'ici pour comprendre la notion de dollar alimentaire.

#### POUR 100 \$ DE CONSOMMATION ALIMENTAIRE, LA VALEUR AJOUTÉE S'ÉLÈVE À 60,4 \$

On estime que, pour chaque tranche de 100 \$ de consommation finale en alimentation, 39,6 \$ ont permis de payer les importations de produits agricoles et non agricoles ayant servi à approvisionner les entreprises. Une partie de cette somme, soit 25,0 \$, correspond aux produits importés par les détaillants et les services alimentaires pour la consommation finale. On parle principalement de fruits et de légumes frais et transformés, de boissons, de viandes et de produits laitiers. Une autre partie, évaluée à 14,6 \$, comprend les importations d'intrants intermédiaires réalisées notamment par les fournisseurs des détaillants et du réseau HRI. Étant donné que les importations servent à rémunérer des secteurs productifs à l'extérieur du Québec, elles ne produisent pas autant d'effets dans l'économie québécoise que les achats effectués dans la province.

Figure 1. Le dollar alimentaire québécois en 2019 décomposé en valeur ajoutée et en importations



Source : Institut de la statistique du Québec (ISQ), modèle intersectoriel du Québec; compilation et estimations du MAPAQ.

Après déduction des importations, il reste 60,4 \$<sup>1</sup>, qui correspondent à la valeur ajoutée québécoise générée, notamment dans les différents secteurs de la chaîne alimentaire. Rappelons que la valeur ajoutée équivaut à l'écart entre la valeur des ventes et le coût des biens et

1. Cette valeur correspond au contenu québécois dans les aliments vendus au Québec. Pour plus d'information, consulter le *BioClips*, vol. 29, n° 5, 23 février 2021 [[https://www.mapaq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/Bioclips/BioClips2021/Volume\\_29\\_no5.pdf](https://www.mapaq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/Bioclips/BioClips2021/Volume_29_no5.pdf)].

des services agricoles et non agricoles qui sont utilisés dans le processus de production (intrants intermédiaires). Elle comprend notamment la rémunération du travail des employés et des entrepreneurs de même que le capital utilisé au Québec pour les activités de production.

### LE COMMERCE DE DÉTAIL ET LES SERVICES ALIMENTAIRES SONT LES SECTEURS DE LA CHAÎNE ALIMENTAIRE LES PLUS RÉMUNÉRÉS PAR LES CONSOMMATEURS

Cette contribution (valeur ajoutée) à l'économie du Québec provient de plusieurs secteurs économiques. Ainsi, pour chaque tranche de 100 \$ de dépenses de consommation finale en alimentation, le complexe production-transformation reçoit 8,6 \$, soit 2,6 \$ pour la production agricole et la pêche et 6,0 \$ pour la transformation bioalimentaire. La valeur ajoutée générée résulte des dépenses réalisées par les détaillants alimentaires et les services alimentaires auprès des producteurs agricoles et des pêcheurs (dépenses de 0,9 G\$) ainsi que des transformateurs d'aliments et de boissons (12,0 G\$) du Québec.

Figure 2. Le dollar alimentaire québécois décomposé en valeur ajoutée des secteurs économiques du Québec et en importations



Source : ISQ, modèle intersectoriel du Québec; compilation et estimations du MAPAQ.

De même, pour répondre à la demande des consommateurs, certains aliments nécessitent un certain degré de transformation ou, éventuellement, l'addition d'une multitude de biens et services qui entraînent des dépenses de travail et de capital. Ces coûts se reflètent dans les prix payés par les consommateurs. Ainsi, pour chaque tranche de 100 \$ de dépenses des consommateurs en alimentation, 20,3 \$ sont versés aux services alimentaires du réseau HRI, 16,1 \$, au commerce de détail et 15,4 \$, aux autres secteurs économiques non alimentaires.

Ces sommes comprennent des rémunérations qui sont distribuées entre les salaires et traitements, les autres revenus et profits (revenus des sociétés et des entreprises constituées en société, amortissements, intérêts, frais divers, etc.) et les taxes nettes de subventions perçues par les secteurs. Une analyse de la décomposition de cette valeur ajoutée est proposée ci-dessous.

### LES CONSOMMATEURS RÉMUNÈRENT PRINCIPALEMENT LES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC

Les salaires et traitements des employés et des travailleurs autonomes se chiffrent à 31,0 \$, ce qui correspond à 51 % du total de la valeur ajoutée de 60,4 \$. Les secteurs des services alimentaires (11,6 \$) et du commerce de détail (7,1 \$) ont reçu la majorité des rémunérations salariales. Notons que, sur un total de 472 000 emplois<sup>2</sup> procurés par la demande alimentaire, 235 000 se trouvent dans les services alimentaires et 106 000, dans le commerce de détail alimentaire. Ces deux secteurs soutiennent ainsi 72 % du total des emplois.

Les autres revenus et profits se chiffrent à 18,1 \$. Cette somme représente près de 30 % du total de la valeur ajoutée (60,4 \$).

Figure 3. Le dollar alimentaire québécois décomposé en salaires et traitements, autres revenus et profits, taxes nettes de subventions et importations



Source : ISQ, modèle intersectoriel du Québec; compilation et estimations du MAPAQ.

Tableau 2. Répartition des composantes de la valeur ajoutée parmi les secteurs économiques au Québec (en dollars)

Secteurs économiques	Salaires et traitements	Autres revenus et profits	Taxes nettes de subventions	Total
Agriculture et pêche	1,4	1,1	0,1	2,6
Transformation bioalimentaire	2,4	3,5	0,1	6,0
Commerce de détail alimentaire	7,1	3,0	6,1	16,1
Services alimentaires (HRI)	11,6	3,8	4,9	20,3
Autres secteurs non alimentaires	8,5	6,7	0,2	15,4
<b>Total</b>	<b>31,0</b>	<b>18,1</b>	<b>11,3</b>	<b>60,4</b>

Note : La somme des montants peut différer du total en raison de l'arrondissement des parties.

Source : ISQ, modèle intersectoriel du Québec; compilation et estimations du MAPAQ.

Aux rémunérations associées aux facteurs de production tels que la main-d'œuvre et le capital s'ajoutent 11,3 \$, qui correspondent aux taxes nettes de subventions. Cette somme inclut les taxes sur les produits<sup>3</sup> et sur la production<sup>4</sup>, qui sont perçues par tous les secteurs, même si elles sont versées aux gouvernements par la suite. Dans le cas du commerce de détail (6,1 \$) et des services alimentaires (4,9 \$), les taxes de vente perçues font partie de la valeur ajoutée générée par ces secteurs, même si les travailleurs et les entreprises ne les conservent pas. Les revenus pour les gouvernements correspondent ainsi à près de 19 % de la valeur ajoutée totale (11,3 \$ / 60,4 \$).

2. En équivalent temps complet; par exemple, deux emplois saisonniers de six mois correspondent à un seul emploi en années-personnes.

3. Elles incluent principalement la taxe de vente du Québec (TVQ) et la taxe sur les produits et services (TPS).

4. Impôt foncier, taxes sur la masse salariale, taxe sur le capital, etc.